

*Questions orales*

[Français]

**L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur le président, je voudrais d'abord féliciter l'honorable député de sa nomination comme critique de l'opposition pour les matières relevant de mon ministère. Je lui souhaite bonne chance dans ses nouvelles responsabilités.

Je veux aussi l'assurer que tout comme elle, plusieurs députés de ce côté-ci de la Chambre ont formé le vœu que ce comité soit réinstitué dans le plus bref délai, et j'espère que nous pourrions le convoquer la semaine prochaine.

[Traduction]

**Mme Pigott:** Le gouvernement ayant annoncé une politique d'austérité pour les dépenses publiques, le ministre peut-il expliquer pour quelle raison la Commission de la capitale nationale a lancé le 31 octobre un appel d'offres pour la construction d'une promenade dans l'est de la ville, rompant ainsi avec la tradition qui veut que les terrains récréatifs soient réservés aux gens et non pas aux automobiles? Que fait-on pour obliger le CCN à rendre davantage compte de son activité et à adopter une politique de consultation?

[Français]

**M. Ouellet:** Monsieur le président, je devrai vérifier cette question auprès de la Commission de la capitale nationale et je répondrai à l'honorable député le plus tôt possible.

\* \* \*

## LES FINANCES

ON DEMANDE QUELLES MESURES LE GOUVERNEMENT ENTEND  
PRENDRE POUR ENRAYER L'EXODE DES ENTREPRISES  
CANADIENNES VERS LES ÉTATS-UNIS

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable ministre des Finances. Étant donné que les banquiers de New York ont déjà amassé un fonds industriel de plus de 500 millions de dollars afin d'attirer les industries canadiennes qui voudraient déménager aux États-Unis et plus particulièrement dans les États de la Nouvelle-Angleterre, l'honorable ministre des Finances peut-il dire à la Chambre quelles mesures son ministère entend prendre en vue de contrecarrer l'initiative de la part des banques américaines qui font actuellement l'amour aux industries canadiennes, plus particulièrement dans notre région, où l'on voit des industries canadiennes déménager depuis quelque temps dans les États de la Nouvelle-Angleterre? Son ministère entend-il faire quelque chose afin d'éviter l'exode des industriels canadiens?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur le président, je ne vois pas de quelle façon le gouvernement pourrait intervenir lorsque les gens décident de faire des investissements aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Tous les jours, nous sollicitons au Canada des entrepreneurs américains pour qu'ils fassent des investissements au Canada. Il est aussi très normal que les Américains viennent parfois faire des sollicitations auprès des Canadiens. Je ne vois donc pas de quelle façon nous pourrions intervenir. Toutefois, si l'honorable député a des suggestions, je serai disposé à les considérer.

**M. Rondeau:** Monsieur le président, étant donné qu'aux États-Unis on offre à des industriels canadiens de notre capital pour financer la fabrication de machines, son ministère a-t-il

[M<sup>me</sup> Pigott.]

l'intention d'utiliser les mêmes procédés ou d'offrir des solutions aussi intéressantes pour l'industrie canadienne?

**M. Chrétien:** Voici! A ce moment-ci, plusieurs hommes d'affaires dans la province de Québec sont inquiets de la situation au Québec, et je n'y peux malheureusement rien. Je crois que très souvent leur idée de diversifier leurs investissements et peut-être de transférer certains de leurs avoirs aux États-Unis vient du fait qu'il existe une instabilité politique au Québec. Il est probable que la meilleure façon de régler ce problème serait pour l'honorable député de s'unir à toutes les forces fédéralistes au Québec qui veulent se débarrasser des séparatistes.

\* \* \*

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROPOSITION RELATIVE À LA FORMATION D'UN  
COMMONWEALTH FRANCOPHONE—LES INTENTIONS DU  
GOUVERNEMENT

**M. J. R. Ellis (Hastings):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services qui, dit-on, rentre tout juste d'Afrique avec la recommandation de former un Commonwealth francophone. Comme le premier ministre n'est pas un partisan particulièrement ardent du Commonwealth déjà existant, le gouvernement envisage-t-il sérieusement de former un Commonwealth permanent de cette nature?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le président, je crois qu'au contraire le très honorable premier ministre est devenu l'homme politique senior du Commonwealth et très respecté par les chefs de gouvernement. Et c'est précisément parce que le Canada est fortuné d'avoir un homme politique de cette envergure à sa tête que nous voudrions bénéficier de cette expérience et de la compétence de cet homme pour que le pays puisse projeter à l'extérieur l'image de ce qu'il est, un pays bilingue et multiculturel.

[Traduction]

**M. Ellis:** Il est évident, monsieur l'Orateur, que l'âge n'a pas vraiment grand-chose à voir avec l'engagement ou l'intérêt. Il est cependant évident qu'il faudra en l'occurrence obtenir la coopération de la France, un pays qui s'est réjoui de l'élection de M. Lévesque. Le gouvernement a-t-il fait des démarches à cet égard?

[Français]

**M. Goyer:** Monsieur le président, je pense que le Canada doit assumer ses propres responsabilités et veiller d'abord à ses propres intérêts. Il est certain que la France est un partenaire très important dans la francophonie mondiale, et il est évident que des pourparlers devront avoir lieu avec le gouvernement français.

\* \* \*

[Traduction]

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'AUTOMOBILE—L'AIDE  
ENVISAGÉE EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE DES PIÈCES

**L'hon. Martin O'Connell (Scarborough-Est):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Com-